



Association Défense du français

1000 Lausanne

www.defensedufrancais.ch

Amnesty International
Section suisse
Speichergasse 33
Case postale
3001 Berne

Amnesty International
Bureau régional romand
Rue de Varembé 1
1202 Genève

Lausanne, le 29 juin 2022

Votre magazine, et votre rapport d'activité 2021 (version en français)

Madame, Monsieur,

Il y a plusieurs années que je lis régulièrement votre magazine, dont le contenu est tout à fait digne d'intérêt. Depuis un certain temps cependant, ma lecture bute sur des aspects formels, qui rendent la compréhension de vos propos laborieuse, et nuisent à la clarté de vos messages. Vous optez en effet de plus en plus souvent pour une forme de langage dite «inclusive», imposant à vos lecteurs — qui sont également des lectrices comme chacun sait — une mode rédactionnelle certes répandue dans les textes militants féministes, mais qui n'a pas sa place dans une revue à vocation universaliste comme la vôtre.

Une telle manière d'écrire s'avère trop fréquemment trompeuse, et plus discriminante qu'«inclusive»; les exemples ne manquent pas: il y a «des migrantes et des migrants», «des clandestins et des clandestines», mais uniquement «des passeurs». Il y a aussi des chapeaux d'articles rédigés dans la novlangue «inclusive», suivis d'articles rédigés dans un français classique, dont on a dès lors l'impression qu'ils ne se réfèrent plus qu'à des hommes. Le lecteur attentif s'interroge donc sans cesse sur le pourquoi de ces formes variables, qui lui sont imposées, au détriment de l'appréhension des contenus.

La lettre d'accompagnement de votre dernier rapport d'activité ne tombe pourtant pas dans le même travers, affirmant que «[vos] spécialistes se sont mis au travail»... à moins que l'on doive en déduire qu'il n'y a aucune femme parmi vos spécialistes? Les défauts de cohérence dans le style rédactionnel adopté opacifient le propos. Par ailleurs le premier encart du rapport d'activité évoque «les requérant·e·x·s d'asile»: prend-t-on le lecteur pour un idiot, à le suspecter de penser que seuls des hommes requerraient l'asile? Faudrait-il aussi préciser que telle ou telle règle de circulation vise à préserver la sécurité des piétonnes et des piétons, comme si elle pouvait être conçue pour le bien des bipèdes de sexe masculin exclusivement?

Dans diverses situations (offres d'emploi, etc.), le langage épïcène, la recherche de formules «neutres», l'usage de doublets ou encore la féminisation des professions, correspondent à des besoins bien réels. En revanche, la systématisation à tout-va de formes ampoulées, avec un charabia typographique qui hache la lecture, ne correspondant aucunement aux usages oraux, ni au français enseigné dans les écoles, formes dont la pédanterie infantilise inutilement les lecteurs, est regrettable. Et bien entendu, y ajouter encore un «genre neutre» (pour les lecteurs·trices·trax dit·e·x·s non-binaires) ne fait que péjorer la qualité de la langue ainsi malmenée. Le procédé ne fait ainsi que décourager de la lecture, sans y apporter aucune plus-value.

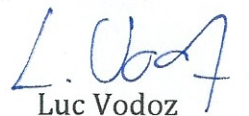
Faudrait-il parler désormais de chien·ne·x·s et de chat·te·x·s? Voire écrire que «les carottes et les navets ont été lavé·e·s»? En français, le masculin fait office de «neutre», et renvoie en général sans ambiguïté tant au féminin que masculin; et en réalité, la nécessité de préciser les genres concernés n'est qu'exceptionnelle. Or la clarté de votre message devrait l'emporter sur les manies typographiques à la mode: la lisibilité et l'efficacité de la langue doivent primer sur l'idéologie.

Comme l'affirmait l'essayiste et écrivaine Sylviane Roche: «L'usage conditionne l'évolution de la langue et pas le contraire. Seuls les régimes totalitaires ont tenté d'imposer une novlangue». J'ose espérer qu'Amnesty Suisse renoncera à la tentation totalitaire, qui va précisément à l'encontre de l'état d'esprit et de la vision du monde que ses membres souhaitent en réalité défendre et promouvoir.

Enfin quand je lis, toujours dans votre rapport d'activité 2021, qu'«un *open mic* centré sur les victimes et leur sécurité à permis de créer un *safe place*», je me demande à quel jeu joue votre rédaction, et pourquoi d'éventuels anglicismes «incontournables» ne font pas au moins l'objet d'une traduction: ne serait-il pas préférable, en Suisse romande, de privilégier l'usage de la langue vernaculaire, dont la richesse permet d'être créatif tout en étant compris par la plupart des indigènes, généralement francophones, sans doute même au sein de votre *Youth Task Force*? A moins qu'être anglophone soit une condition d'adhésion au *groupe jeunes* de la section suisse d'Amnesty...?

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Pour l'association Défense du français



Luc Vodoz
membre du comité

PS: au cas où vous éprouveriez quelques difficultés à retrouver des équivalents français des anglicismes qui vous viennent en tête, nous vous suggérons de consulter le lexique français-français figurant sur notre site internet www.defensedufrancais.ch.